



1 - Tendances internationales - 2012 : Un environnement mondial qui se dégrade

Au second semestre 2011, la conjoncture dans les économies avancées s'était franchement dégradée en raison d'une aggravation de la crise des dettes souveraines dans la zone euro. La mise en place par la BCE de deux opérations de refinancement sur 3 ans (*injection de 2 x 500 Mds€ fin décembre 2011 et fin février 2012*) avait toutefois permis un réel apaisement sur le marché interbancaire quand, dans le même temps, les mesures prises par les États pour renforcer la soutenabilité de leurs finances publiques laissaient présager de conditions plus stables pour l'économie du Vieux continent.

Cette accalmie aura toutefois été de courte durée. Devant les doutes sur la stabilité financière de la Grèce, les importants besoins de recapitalisation des banques espagnoles et les révisions à la baisse des perspectives de croissance dans plusieurs pays européens, les marchés ont de nouveau réévalué les risques portant sur la zone euro (sur l'Espagne et l'Italie particulièrement). Une nouvelle fois, en toile de fond, les modalités de gouvernance de la Zone étaient attaquées.

Dans ce contexte d'une énième détérioration de la situation en Europe, d'une reprise encore poussive outre-atlantique et, en conséquence, d'un ralentissement global de la demande adressée aux pays émergents, **la croissance mondiale devrait de nouveau se modérer en 2012 pour s'établir à +3,5%** (après +3,8% en 2011 et +5,3% en 2010).

↳ Zone euro : récession en 2012 ... et quelques motifs d'espoirs pour la suite ?

Tensions financières et bancaires, emploi en panne, chômage structurellement haut et programmes de rééquilibrage budgétaires en cours devraient **conduire la zone euro sur la voie de la récession en 2012 (croissance à -0,3% en prévision)**. Parmi ses quatre économies majeures, l'activité en Espagne et en Italie reculerait de près de 2% tandis que la France et l'Allemagne (le modèle producteur/exportateur commence à câler quand ses principaux partenaires consomment moins...) devraient s'accommoder d'une croissance très faible (+0,5% au mieux).

Toutefois, derrière ce tableau conjoncturel peu encourageant, **ce nouvel épisode de "la crise des dettes souveraines en zone euro" aura peut-être été le déclencheur d'avancées importantes sur la voie du fédéralisme bancaire et budgétaire**. Le sommet européen du 28 juin dernier, le 19^{ème} depuis le début de la crise en 2009, a en effet posé, **pour la première fois, les termes d'un véritable compromis entre les 4 principales économies de la zone** (premières stratégies de sortie de crise en faveur de la croissance, utilisation des fonds européens -FESF et MES- pour le rachat direct de dette souveraine et pour recapitaliser directement les banques sous certaines conditions et contreparties, premières pierres vers une union bancaire) ... soit plusieurs motifs d'espoir dans la voie de plus de solidarité et de la construction d'un processus inachevé appelé Europe.

↳ États-Unis : reprise en demi-teinte

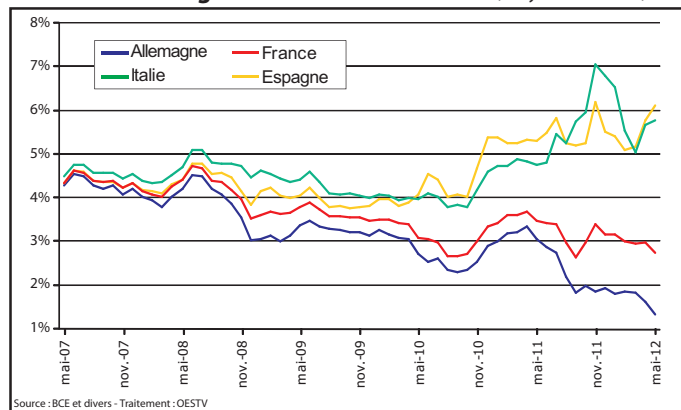
Si le marché immobilier se stabilise enfin, si les entreprises américaines regagnent des parts de marchés à l'export (dévaluation du dollar) ou encore, si les créations d'emplois se sont accélérées depuis quelques mois, quelques signaux négatifs sont toutefois encore à l'oeuvre outre-atlantique. Le taux de chômage est supérieur à 8% depuis plus de 3 ans ce qui n'était plus arrivé depuis plusieurs décennies, la dette et le déficit publics sont abyssaux, tandis que les ménages, dont le patrimoine a très fortement été érodé depuis 2008, n'alimentent plus aussi vigoureusement qu'auparavant l'activité par leur consommation. **Au total, la reprise attendue aux États-Unis s'inscrit donc en demi-teinte (PIB à +2,1% en prévision en 2012) ; c'est l'heure du désendettement pour les ménages, les collectivités et bientôt pour l'État fédéral.**

↳ Émergents : l'activité sera contrainte par la baisse de la demande émanant des économies avancées

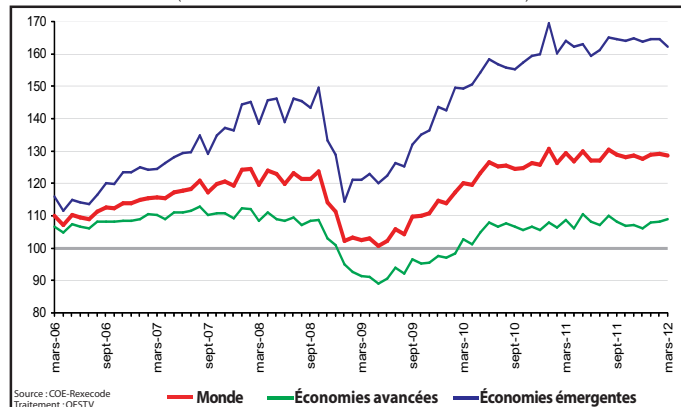
Croissance du PIB et prévisions (source : FMI - Avril 2012)

en %	2010	2011	2012 (p)
Zone Euro	+1,9	+1,4	-0,3
États-Unis	+3,0	+1,7	+2,1
Japon	+4,4	-0,7	+2,0
Royaume-Uni	+2,1	+0,7	+0,8
France	+1,4	+1,7	+0,6
Allemagne	+3,6	+3,1	+0,5
Espagne	-0,1	+0,7	-1,8
Italie	+1,8	+0,4	-1,9
ÉCONOMIES AVANCÉES	+3,2	+1,6	+1,4
Chine	+10,4	+9,2	+8,2
Inde	+10,6	+7,2	+6,9
Brésil	+7,5	+2,7	+3,0
Russie	+4,3	+4,3	+4,0
ÉCONOMIES ÉMERGENTES	+7,5	+6,2	+5,7
MONDE	+5,3	+3,8	+3,5

Taux des obligations du Trésor à 10 ans (moy. mensuelles)



Demande mondiale d'importation - Indice d'ensemble (indice en volume CVS - Base 100 en 2005)



2 - France

Source : INSEE - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

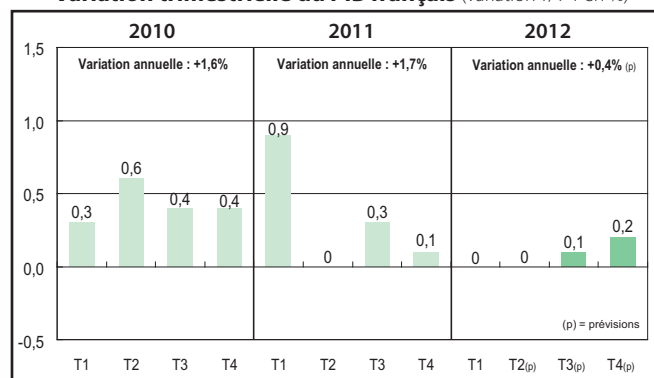
La croissance sera très faible en 2012 (+0,4% en prévision)

Après un début d'année 2011 marqué par une forte accélération de l'activité (+0,9% au 1^{er} trimestre), la croissance s'est depuis nettement modérée en France, et notamment en fin d'année passée (+0,1%) et au cours du 1^{er} trimestre 2012 (croissance nulle).

Sur les trois premiers mois de 2012, si l'activité dans les services a continué de croître (0,4% après +0,1% au 4^{ème} trimestre 2011), elle s'est repliée très sensiblement dans la production manufacturière (-0,8% après +0,3%), dans le commerce (-0,4% après +0,5%) ainsi que dans la construction -en particulier dans les travaux publics- (-0,2% après +0,4%).

Dans un contexte conjoncturel de nouveau en dégradation (aggravation de la crise en Zone euro, marché du travail en repli, faiblesse de la demande intérieure, mesures de redressement des comptes publics,...), **la croissance ne devrait ainsi progresser que très modestement sur l'ensemble de l'année 2012** (+0,4% en prévision). Par ailleurs, compte tenu des aléas qui pèsent sur ces prévisions, les risques de récession ne sont pas à écarter pour la période à venir.

Variation trimestrielle du PIB français (variation T/T-1 en %)



Consommation des ménages : pas d'éclaircie à attendre d'ici la fin de l'année

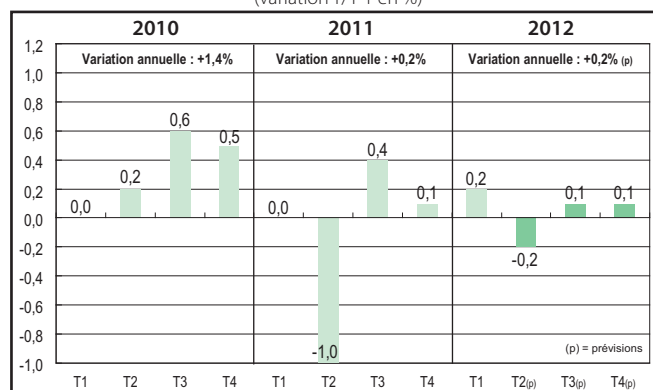
Comme en 2011, période pendant laquelle il s'était nettement modéré (+0,2% après +1,4% en 2010), **le rythme de croissance de la consommation des ménages devrait de nouveau s'inscrire dans une tendance quasi atone au cours de l'année 2012** (+0,2% en prévision).

Si les dépenses en énergie (+7,6% en raison de la vague de froid de février) ont maintenu à flot les dépenses de consommation des ménages au cours du 1^{er} trimestre 2012, les produits manufacturés se sont toutefois inscrits à la baisse de -0,5% (baisse imputable aux ventes d'automobiles en repli de -6,5%, tandis que l'alimentaire et l'habillement-cuir demeuraient en progression de respectivement +0,6% et +0,3%).

La consommation de services (construction, commerce, transport, services financiers, services immobiliers, services aux ménages...), stable au dernier trimestre 2011, a maintenu cette tendance sur le début d'année 2012.

En prévision sur l'année 2012, la consommation des ménages resterait contrainte en raison notamment d'un recul historique du pouvoir d'achat (-1,2% par unité de consommation en prévision sur 2012 ; soit la plus forte baisse depuis 1984). Les dépenses en services maintiendraient un faible rythme de progression (+0,4%) tandis que les biens manufacturés enregistreraient, pour leur part, une mauvaise année à -0,7% (faiblesse du marché automobile et chute brutale attendue dans l'habillement-cuir). **Au total, le rythme de croissance de la consommation des ménages demeurerait bien inférieur à celui observé avant 2008 (+0,5% par trimestre en moyenne entre 2000 et 2007).**

Évolution trimestrielle de la consommation des ménages (variation T/T-1 en %)



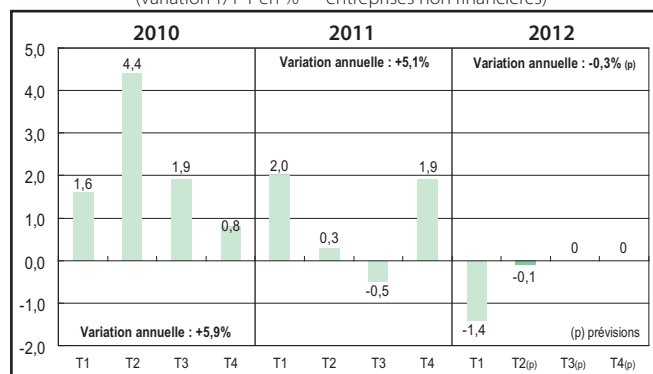
L'investissement des entreprises est de nouveau à l'arrêt

Après 2 années (2010 et 2011) de redémarrage de l'investissement, les chefs d'entreprise ont, dès le début de cette année 2012, anticipé un ralentissement de leurs immobilisations compte tenu du climat des affaires actuel. **Sur les 3 premiers mois de l'année, l'investissement a ainsi nettement fléchi de -1,4%** (contraction des investissements en produits manufacturés et en construction mais poursuite de la hausse des dépenses en services).

Pour le reste de l'année 2012, la tendance devrait être celle d'investissements atones à l'horizon de la prévision. Rien ne participe, en effet, à envisager un rebond des immobilisations : fléchissement de la demande, faibles taux d'utilisation des capacités de production, baisse des taux de marges (taux en prévision, à fin 2012, à 27,3%, soit le plus bas niveau depuis 1984),...

Du côté de l'investissement des ménages, après 3 années de repli (-3,1% en 2008, -8,8% en 2009 et -1,4% en 2010), la tendance, portée essentiellement par la construction de logements neufs, s'était inversée en 2011 (+3,2%) ; elle **devrait cependant décélérer en 2012** suivant la baisse tendancielle des mises en chantiers depuis la fin de l'année passée.

Évolution trimestrielle des investissements des entreprises* (variation T/T-1 en % - *entreprises non financières)



Déficit commercial : du mieux par rapport à 2011 ... mais pas comparé aux années antérieures

Source : Douanes
Traitement : OESTV

Sur les 4 premiers mois de 2012, notre déficit commercial (données FAB/FAB y.c. matériel militaire) s'est quelque peu réduit en s'établissant à -23,2 milliards d'euros (Mds€) contre -26,1 Mds€ pour la même période de 2011. Notons cependant que ce dernier demeure, en 2012, très nettement supérieur à celui observé les années antérieures (autour de -16 Mds€ en 2008, 2009 et 2010).

Sur la période considérée, nos exportations ont progressé de manière assez soutenue de +6,1% (de 138,7 en 2011 à 147,1 Mds€) quand, dans le même temps, nos importations de marchandises croissaient de +3,4% (de 164,7 en 2011 à 170,3 Mds€).

Climat des affaires en France en juin 2012 : dégradation dans tous les secteurs

- **Industrie manufacturière** - Selon les chefs d'entreprise interrogés en juin 2012 par l'Insee, le climat des affaires dans l'industrie manufacturière continue de se détériorer par rapport au mois précédent : l'indicateur synthétique se replie de 1 point (à 92) sur un mois ... et de 18 points sur un an ! Les stocks de produits finis se situent au-dessus de leur moyenne longue période et les carnets de commandes globaux et étrangers, bien que stables, sont toujours jugés très peu étoffés. Sur les prochains mois, l'activité resterait mal orientée.

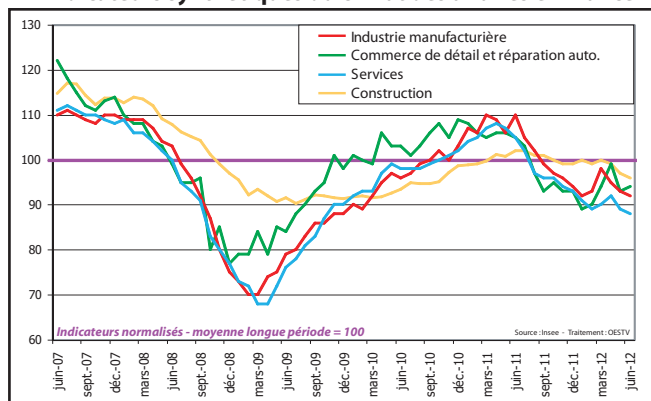
- **Construction / BTP** - Le climat des affaires dans la construction perd de nouveau 1 point en juin (à 96) et semble s'installer durablement en dessous de sa moyenne longue période. En juin, les entrepreneurs sont plus nombreux à juger leurs commandes inférieures à la normale et à signaler des baisses des prix. L'activité, en dégradation sur la période passée, ne s'améliorerait pas dans les mois à venir.

- **Commerce de détail / automobile** - L'indicateur synthétique des affaires se redresse très légèrement en juin (à 94) mais continue de s'inscrire dans la tendance générale à la baisse observée depuis le printemps 2011. Les perspectives de ventes et les intentions de commandes sont relativement stables comparé au mois de mai, toutefois le pessimisme l'emporte quant à la situation globale du commerce. Enfin, les chefs d'entreprise signalent une contraction des créations d'emplois tant sur la période passée que sur celle à venir.

- **Services** - L'activité continue de se détériorer en juin (l'indicateur synthétique perd 1 point), et ce comme depuis plus d'un an et quasiment sans discontinuer (-21 points comparé à mars 2011). De nouveau les chefs d'entreprise déclarent une dégradation de l'activité sur la période passée et révisent à la baisse leurs anticipations pour les mois à venir. L'indicateur de retournement signale clairement un climat conjoncturel défavorable qui se traduit notamment, hors intérim, par un marché de l'emploi en ralentissement, voire en baisse.

Sources : INSEE et DARES - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Indicateurs synthétiques du climat des affaires en France



Emploi salarié privé 2012 : l'éclaircie du 1^{er} trimestre ne résistera pas à la dégradation de l'activité

Après s'être assez nettement redressé en 2010 (+103 000 postes) puis au cours du 1^{er} semestre 2011 (+114 000 postes), l'emploi salarié des secteurs marchands (hors agriculture) a recommencé à montrer des signes de faiblesse au cours du 2^d semestre 2011 (-36 000 postes). **Si cette contraction des effectifs salariés ne s'est pas confirmée au 1^{er} trimestre 2012 (gain de 18 300 postes), cette timide éclaircie devrait cependant être de courte durée dans un environnement économique en dégradation.**

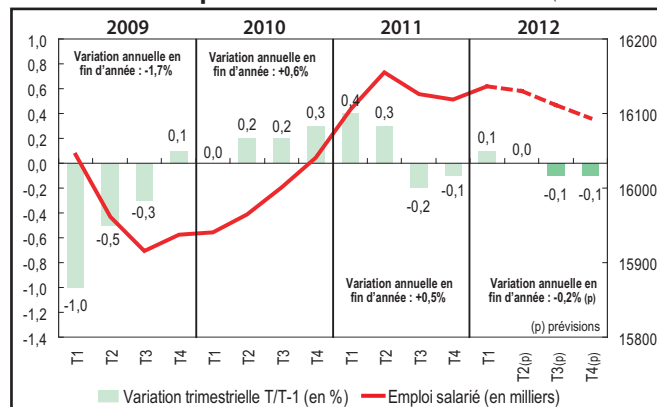
Évolution de l'emploi par secteur d'activité au cours du 1^{er} trimestre 2012 (secteurs marchands uniquement)

- **Dans l'INDUSTRIE**, 6 200 emplois ont été détruits au 1^{er} trimestre 2012. A fin mars 2012, la France compte 3,289 millions de salariés dans l'industrie, soit des effectifs en évolution de -0,4% sur un an.

- **Dans la CONSTRUCTION**, 5 800 emplois ont été créés au cours du 1^{er} trimestre 2012. A fin mars 2012, la France compte 1,446 million de salariés dans ce secteur d'activité, pour une évolution des effectifs de -0,4% sur un an.

- **Dans le TERTIAIRE MARCHAND**, 18 800 emplois ont été créés au cours du 1^{er} trimestre 2012 ; gains exclusivement réalisés hors intérim. Au sein de cet ensemble, tandis que le commerce créait 1 500 emplois sur la période considérée, l'emploi intérim se stabilisait quasiment (perte de 700 postes) après avoir détruit 35 000 emplois sur les 2 trimestres précédents. A fin mars 2012, la France compte 11,402 millions de salariés dans le tertiaire marchand, pour une évolution des effectifs de +0,4% sur un an.

Évolution de l'emploi salarié secteurs marchands (données cvs)



En prévision sur l'ensemble de l'année 2012, la dynamique observée au 1^{er} trimestre devrait céder, dès le printemps, devant la faiblesse de l'activité. En fin d'année, l'emploi salarié dans les secteurs marchands se replierait ainsi de 25 000 postes selon les dernières estimations de l'Insee. L'industrie concentrerait l'essentiel des pertes d'emplois (-46 000), la construction détruirait 8 000 emplois tandis que le tertiaire marchand continuerait de croître mais de façon assez modérée (+29 000 emplois dont +11 000 dans le commerce et +18 000 dans les services marchands).

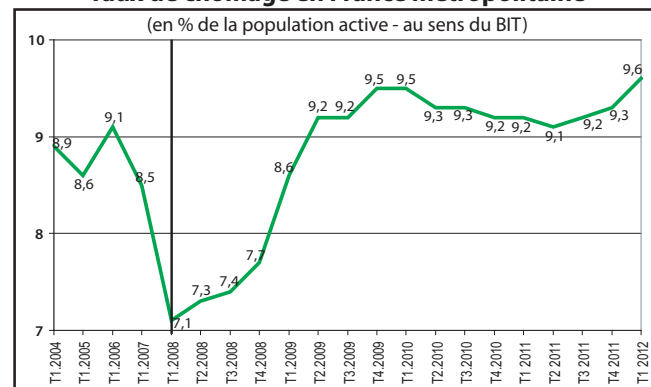
En mai, le nombre de demandeurs d'emploi (DE) de catégorie A franchit, pour la première fois depuis 1999, la barre des 2,9 millions d'inscrits

En moyenne sur le 1^{er} trimestre 2012, le taux de chômage en France métropolitaine s'est établi à 9,6% de la population active, soit une hausse de 0,3 point comparé au trimestre précédent et de 0,4 point sur un an.

Selon Pôle Emploi, à fin mai 2012, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a franchi, pour la première fois depuis 1999, la barre des 2,9 millions (2,922 millions). Sur un an, leur nombre a augmenté de 8,0% ; soit 216 000 DE supplémentaires.

Comparé à début 2008 (point bas du chômage avant crise), le nombre des demandeurs d'emploi (Insee - au sens du BIT) aurait ainsi progressé de près de 800 000 personnes.

Taux de chômage en France métropolitaine

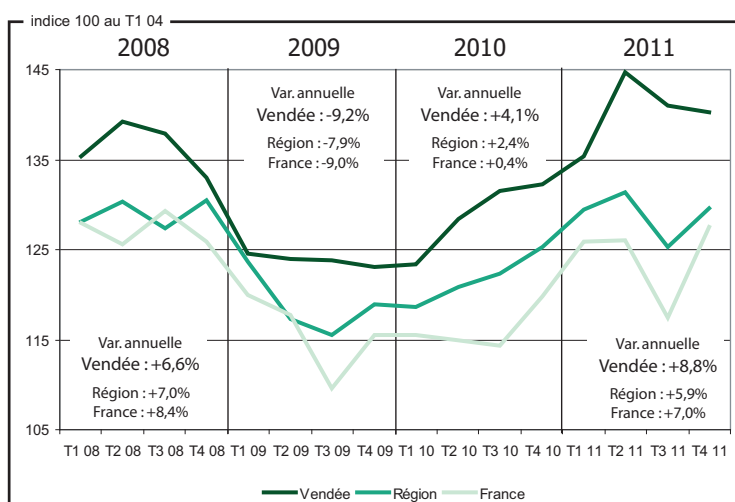


3 - Conjoncture vendéenne : Chiffre d'affaires des entreprises

Source : DGFIP 85 - Traitement : OESTV

AVERTISSEMENT : Les données relatives au chiffre d'affaires et aux investissements des entreprises, fournies habituellement par la DDFIP Vendée, ne sont plus communicables, depuis début 2011, dans les conditions précédemment fixées "dans le souci de préserver le secret professionnel et l'anonymat entourant l'information fiscale". Les données présentées ci-dessous sont donc identiques à celles publiées dans notre précédent Point de conjoncture de mars et constituent un rappel pour l'année 2011. Nous travaillons toutefois activement auprès de la DGFIP afin de définir de nouvelles modalités de mise à disposition de ces données et de pouvoir en proposer une mise à jour dans les meilleurs délais.

Rythme de croissance soutenu tout au long de l'année 2011



Les entreprises vendéennes relevant du régime réel normal ont déclaré un chiffre d'affaires de 30 838 millions d'€ au cours de l'année 2011. Ce résultat s'inscrit en hausse de +8,8% comparé à 2010 et dépasse même son niveau de 2008 de +2,9% (année de référence avant crise).

En terme de rythme de croissance, la hausse du CA a été soutenue sur l'ensemble de l'année 2011 : +9,6% au 1^{er} trimestre 2011 (comparé au 1^{er} trimestre 2010), +12,6% au 2^{ème} trimestre, +7,2% au 3^{ème} trimestre et +6,1% au 4^{ème} trimestre. Le ralentissement de l'activité anticipé pour la fin de 2011 ne s'est pas confirmé.

Comme en Vendée, les entreprises ligériennes et françaises ont déclaré, en 2011, une hausse de leur chiffre d'affaires de, respectivement, +5,9% et +7,0% comparé à 2010. Toutefois, contrairement aux entreprises vendéennes, ces dernières peinent à retrouver leurs niveaux d'activité de 2008 (respectivement -0,1% et -2,3% comparé à 2008).

Chiffre d'affaires des entreprises soumises au régime réel normal

(en millions d'euros)	T1 11	T2 11	T3 11	T4 11
Vendée	7 434,6	7 947,1	7 747,3	7 709,2
Région	41 067	41 665	39 725	41 101
France	1 077 976	1 078 647	1 005 551	1 091 470

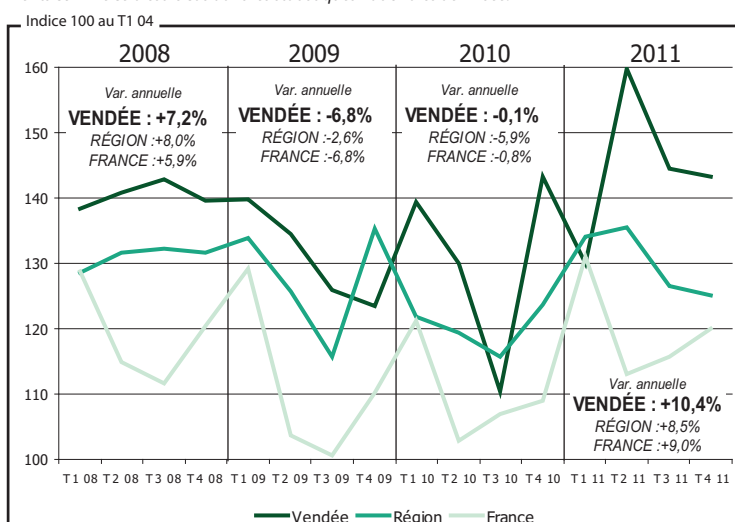
4 - Conjoncture vendéenne : Investissements des entreprises

Source : DGFIP 85 - Traitement : OESTV

AVERTISSEMENT : Les données relatives au chiffre d'affaires et aux investissements des entreprises, fournies habituellement par la DDFIP Vendée, ne sont plus communicables, depuis début 2011, dans les conditions précédemment fixées "dans le souci de préserver le secret professionnel et l'anonymat entourant l'information fiscale". Les données présentées ci-dessous sont donc identiques à celles publiées dans notre précédent Point de conjoncture de mars et constituent un rappel pour l'année 2011. Nous travaillons toutefois activement auprès de la DGFIP afin de définir de nouvelles modalités de mise à disposition de ces données et de pouvoir en proposer une mise à jour dans les meilleurs délais.

Stagnation des investissements sur le 4^{ème} trimestre après de très bons 2^{ème} et 3^{ème} trimestres

REMARQUE : Les entreprises financières ne sont plus prises en compte dans l'analyse des investissements comme cela est le cas dans les statistiques nationales de l'Insee.



Les montants investis par les entreprises vendéennes (hors entreprises financières) se sont élevés à 1 351 millions d'euros sur 2011 contre 1 224 millions d'euros sur 2010, soit une hausse de +10,4%.

Après un 1^{er} trimestre 2011 délicat (-6,8% comparé au 1^{er} trimestre 2010), le montant des investissements a nettement progressé sur les 2^{ème} (+23,0%) et 3^{ème} trimestres (+30,9%) avant toutefois de stagner sur le 4^{ème} trimestre (-0,1%).

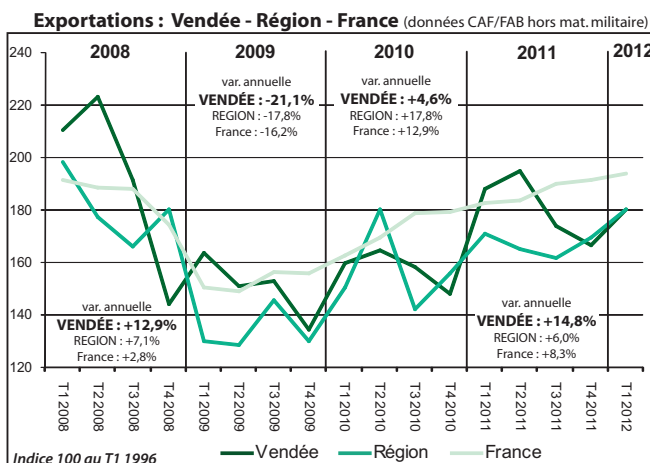
Le niveau des investissements réalisés en 2011 s'affiche en légère hausse de +2,8% comparé au niveau de 2008.

Comme les entreprises vendéennes, les entreprises ligériennes et françaises ont déclaré une hausse de leurs investissements sur 2011 de respectivement +8,5% et +9,0%. Les investissements réalisés en Région et en France sont proches de leurs niveaux de 2008 (respectivement -0,6% et +0,9%).

5 - Conjoncture vendéenne : Exportations

Source : Direction des Douanes
Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Un début d'année 2012 marqué par un repli du montant de nos exportations



Au 1^{er} trimestre 2012, le montant des exportations vendéennes s'est établi à 484 millions d'€, soit en repli de -4,2% comparé à la même période de l'année précédente (505 millions d'€).

En année glissante à la fin du T1 2012 (+8,6%), les exportations vendéennes s'inscrivent toutefois toujours dans la tendance de redressement empruntée dès 2010 après le choc de 2009.

En Région et en France, les montants exportés au 1^{er} trimestre 2012 prolongent l'orientation des échanges observée sur les trimestres précédents : en croissance respectivement de +5,5% et de +6,0% comparé à la même période de 2011.

Principaux produits exportés depuis la Vendée au cours du 1^{er} trimestre 2012

Nos deux principaux postes à l'exportation, "*navires et bateaux*" et "*viandes et produits à base de viande*" se contractent assez sensiblement sur ce 1^{er} trimestre 2012 ; ce repli marquant une rupture dans la tendance observée depuis 2010.

Pour les autres postes importants, les "*articles d'habillement*" poursuivent leur repli comme depuis plusieurs trimestres, tandis que l'ensemble des diverses filières "*mécanique-machines-équipements*" proposent, globalement, des résultats en progression (hormis les "*machines agricoles*").

	1 ^{er} trim 2012 / 1 ^{er} trim 2011	1 ^{er} trim 2011 / 1 ^{er} trim 2010
Navires et bateaux (16,1% des exportations en valeur sur le 1 ^{er} trim. 2011)	-25,3%	+38,3%
Viandes et produits à base de viande (13,7%)	-12,2%	+21,0%
Machines et équipements d'usage général (8,5%)	+17,5%	+52,2%
Articles d'habillement (8,1%)	-15,7%	-18,1%
Machines agricoles (5,0%)	-7,4%	+82,6%
Produits de boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires (4,4%)	+29,8%	+12,3%
Produits de la culture et de l'élevage (4,1%)	+3,0%	-5,1%
Machines diverses d'usage spécifique (4,1%)	+21,2%	+44,2%
Équipements pour automobiles (3,7%)	+91,2%	+4,0%
Matériel électrique (3,5%)	+47,2%	-15,5%
Produits alimentaires divers (3,3%)	+17,5%	+187,8%
Produits chimiques de base, prod. azotés, mat. plastiques (2,3%)	+2,3%	+79,7%
Produits de la construction automobile (1,8%)	-36,8%	+7,3%

6 - Conjoncture vendéenne : Créations d'entreprises

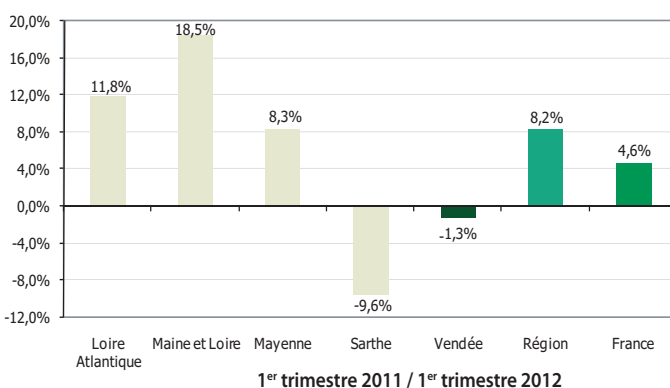
Source : INSEE
Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Stabilisation des créations d'entreprises en Vendée sur le début d'année 2012

↳ Selon l'Insee, 1 099 entreprises (y compris auto-entreprises) ont été créées, reprises ou réactivées sur le 1^{er} trimestre 2012 contre 1 113 sur la même période de 2011, soit un très léger recul de -1,3% (14 créations de moins).

En Région et la France, les créations d'entreprises enregistrent pour leur part une progression sur ce 1^{er} trimestre 2012 : respectivement +8,2% et +4,6% comparé au 1^{er} trimestre 2011.

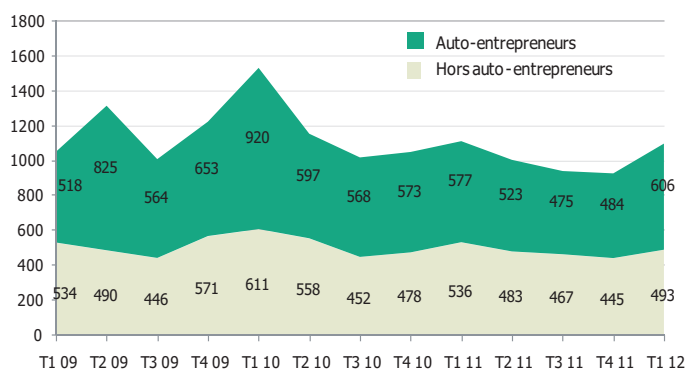
Évolution du nombre de créations d'entreprises (y compris auto-entreprises)



↳ Dans le détail, la Vendée a enregistré 606 créations d'auto-entreprises au 1^{er} trimestre 2012, soit 55,1% des créations totales. A l'échelle régionale, les auto-entrepreneurs rassemblent 58,4% de l'ensemble des créations observées tandis qu'en moyenne en France, cette part s'élève à 60,4%. **Les créations d'auto-entreprises vendéennes s'affichent en hausse de +5,0% sur le 1^{er} trimestre 2012 comparé à la même période de 2011.**

Hors régime de l'auto-entrepreneur, 493 entreprises ont été créées, reprises ou réactivées en Vendée sur le 1^{er} trimestre 2012 contre 536 un an auparavant, soit une baisse de -8,0%.

Nombre de créations d'entreprises selon le statut en Vendée



↳ Sur la période janvier/mai (dernières données disponibles pour l'ensemble des créations), les créations d'entreprises sont en progression en Vendée (+0,5%), en Région (+3,5%) et en France (+0,9%).

7 - Conjoncture vendéenne : Redressements et liquidations judiciaires

Source : Trib. de Com. de La Roche-sur-Yon
Traitement : OESTV

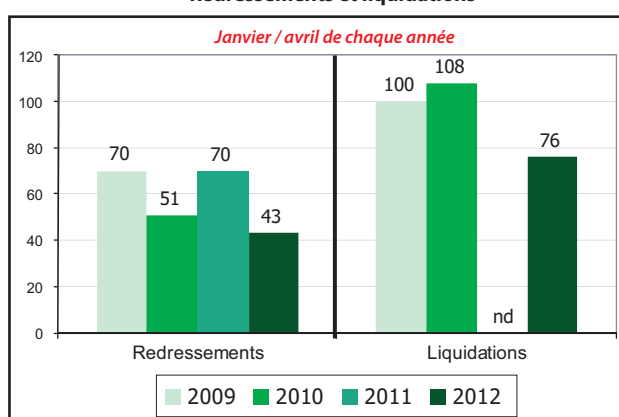
Net recul des redressements judiciaires sur les 4 premiers mois 2012

Le nombre d'ouvertures de procédures de redressements judiciaires s'est nettement replié de -38,6% sur les 4 premiers mois de 2012 comparé à la même période de 2011 (soit 43 redressements contre 70 un an plus tôt).

Remarque : le nombre de liquidations judiciaires n'est pas disponible mensuellement pour l'année 2011 en raison d'un problème de migration informatique chez le fournisseur des données.

Sur les 4 premiers mois de 2012, le nombre de liquidations s'affiche en repli très sensible comparé aux dernières années connues (2009 et 2010).

Redressements et liquidations

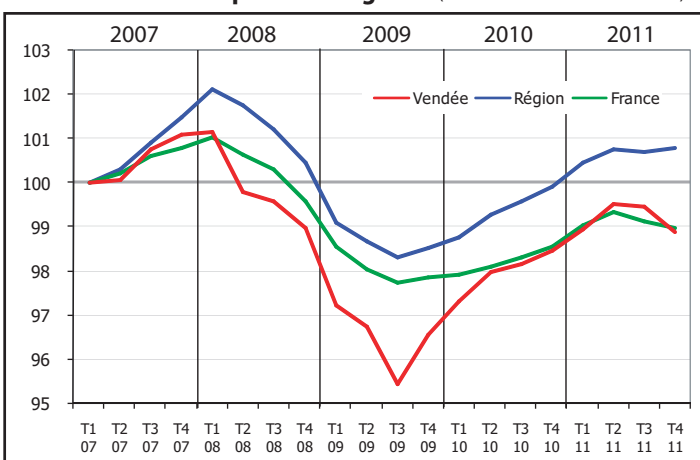


8 - Conjoncture vendéenne : Emploi salarié marchand

Sources : Insee / Pôle Emploi - Traitement : OESTV

Légère hausse du nombre d'emplois salariés marchands sur un an à fin décembre 2011

Évolution de l'emploi salarié global (données CVS - base 100 T1 07)



L'emploi salarié dans les activités marchandes non agricoles en Vendée (données cvs) a légèrement progressé de +0,4% sur un an à fin décembre 2011, soit un gain de 655 emplois.

Selon l'Insee, la Vendée compte 158 161 emplois salariés dans les activités marchandes non agricoles à fin décembre 2011 (estimations données cvs).

Comme dans notre département, les effectifs salariés ligériens et français s'affichent également en légère croissance sur un an à fin décembre 2011 de respectivement +0,9% et +0,4%.

L'emploi salarié par secteur d'activité en Vendée

Sur un an à fin décembre 2011, le secteur de l'industrie enregistre une hausse de ses effectifs salariés de +1,0%, soit un gain de 527 emplois. Comparé à mars 2008 (point le plus haut des emplois industriels avant crise), plus de 4 000 emplois industriels ont été détruit, soit une baisse de -6,9%. Selon l'Insee, la Vendée compte 54 576 emplois salariés dans le secteur de l'industrie à fin décembre 2011.

Le secteur de la construction profite également d'une hausse de ses effectifs salariés : +1,1% sur un an à fin décembre 2011, soit un gain de 212 emplois.

Selon l'Insee, la Vendée compte 19 777 emplois salariés dans la construction à fin décembre 2011.

Dans le commerce, le nombre des effectifs salariés progresse de +0,8% sur un an à fin décembre 2011, soit un gain de près de 250 emplois.

Selon l'Insee, 30 729 emplois salariés sont recensés dans le commerce à fin décembre 2011.

Seul le secteur des services marchands enregistre un recul de ses effectifs salariés sur la période considérée : -0,6% soit une perte de 335 emplois ; recul imputable à l'évolution de l'intérim sur les 12 derniers mois (-450 emplois).

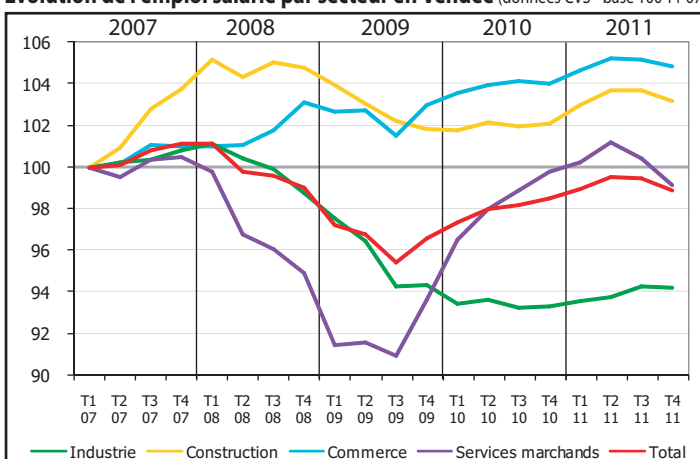
Selon l'Insee, 53 079 emplois salariés marchands sont recensés dans les services à fin décembre 2011.

L'intérim en Vendée

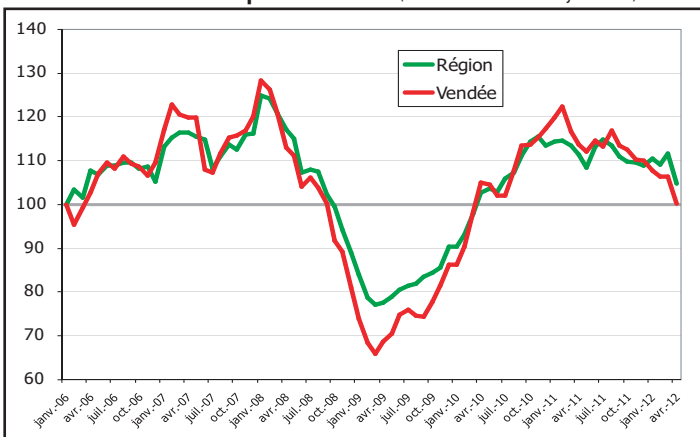
Selon Pôle emploi, la Vendée compte 7 810 intérimaires à fin avril 2012 (données CVS) contre 8 875 un an auparavant, soit une forte érosion de -12,0% (perte de 1 065 emplois intérimaires).

La Région enregistre également, dans des proportions moindres, une baisse de son nombre d'intérimaires de -6,1%.

Évolution de l'emploi salarié par secteur en Vendée (données CVS - base 100 T1 07)



Évolution de l'emploi intérimaire (données CVS - base 100 janvier 06)



9 - Conjoncture vendéenne : Activité partielle

Sources : INSEE - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

L'activité partielle demeure à des niveaux modestes sur le début d'année 2012

Selon l'Insee, 939,4 milliers d'heures d'activité partielle ont été autorisées en Vendée en 2011 contre 3 613,9 en 2010 soit un très net repli de -74,0%.

En Région et en France, la baisse du nombre d'heures autorisées d'activité partielle entre 2010 et 2011 s'établissait à des niveaux comparables : respectivement -73,6% et -64,3%.

Sur les 2 premiers mois de 2012, l'utilisation de l'activité partielle continue de reculer avec 143,8 milliers d'heures autorisées, soit -40% comparé à la même période de 2011.

Comme en Vendée, la Région enregistre une baisse très sensible de l'activité partielle (-33,5%) sur les 2 premiers mois de 2012.

A l'inverse, à l'échelle de l'Hexagone on observe une légère progression du nombre d'heures autorisées de +4,2% sur ce début d'année.

Nombre d'heures autorisées d'activité partielle en Vendée (en milliers)



10 - Conjoncture vendéenne : Chômage

Sources : INSEE-Pôle Emploi - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Forte croissance du nombre de demandeurs d'emploi en Vendée depuis un an

Selon Pôle Emploi, la Vendée compte 23 369 demandeurs d'emploi (DE) à la fin du mois de mai 2012 (données CVS - cat.A), soit une hausse de +11,3% sur un an (2 368 DE supplémentaires).

La Région et la France enregistrent également une forte augmentation du nombre de DE sur un an à fin mai 2012 de respectivement +9,4% (+12 000 DE) et +8,0% (+215 700 DE).

Plus encore, depuis le printemps 2011, le nombre de DE a augmenté de façon quasi continue et souvent très soutenue dans notre département (excepté au mois d'avril 2012 où le nombre de DE a reculé de -1,6% par rapport au mois précédent).

Comparé à mars 2008 (point le plus bas du chômage en Vendée avant la crise), la Vendée compte 9 000 demandeurs d'emploi supplémentaires (+63%).

Selon les catégories de demandeurs d'emploi

Sur un an à fin mai 2012 (données CVS - Cat. A), toutes les catégories de demandeurs d'emploi sont fortement impactées par cette hausse.

- Femmes : +7,8% (+863 DE)
- Hommes : +15,1% (+1 505 DE)
- moins de 25 ans : +6,1% (+230 DE)
- 25/49 ans : +9,5% (+1 186 DE)
- plus de 50 ans : +19,9% (+952 DE).

Taux de chômage en Vendée

En moyenne sur le 1^{er} trimestre 2012, le taux de chômage en Vendée s'établit à 8,0% de la population active. Ce taux a progressé de 0,6 point sur un an et s'affiche près de 3 points au dessus de celui qui était observé au 1^{er} trimestre 2008 (5,2%).

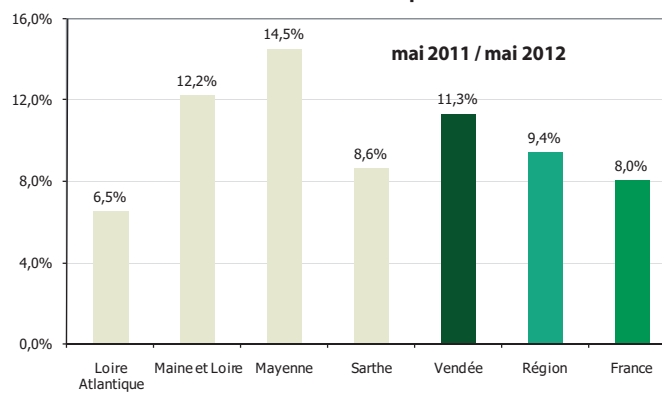
Si le taux de chômage vendéen est toujours nettement inférieur à celui de la France (9,6%), il se rapproche cependant de celui observé dans les Pays de la Loire (8,2%).

Demandeurs d'emploi Cat.A (données C.V.S.*) et Taux de chômage

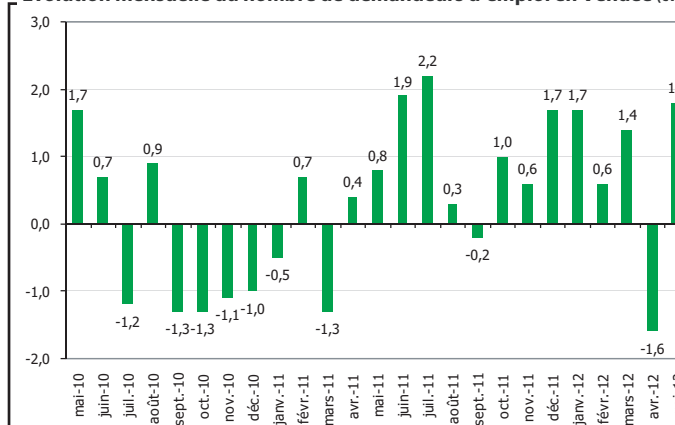
	Mai 2012	Évol. VA mai 2011 / mai 2012	Taux T1 2011	Taux T1 2012
Vendée	23 369	+2 368	7,4%	8,0%
Région	139 570	+12 022	7,9%	8,2%
France	2 922 100	+215 700	9,2%	9,6%

* données corrigées des variations saisonnières

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi sur un an



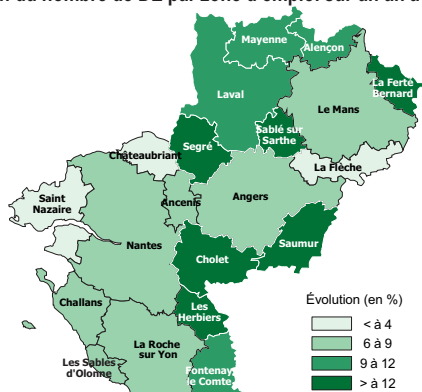
Évolution mensuelle du nombre de demandeurs d'emploi en Vendée (cvs)



Évolution du nombre de DE et taux de chômage par zone d'emploi* en Pays de la Loire

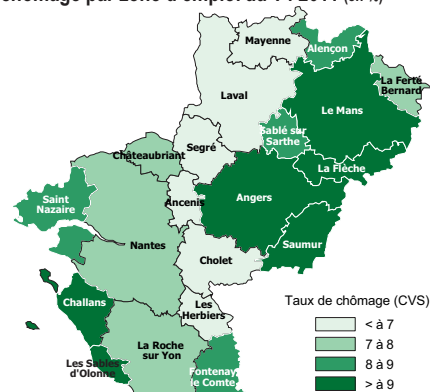
* Découpage des zones d'emploi actualisé en 2010 à partir des flux de déplacement domicile-travail des actifs observés lors du recensement de 2006.

Évolution du nombre de DE par zone d'emploi sur un an à avril 2012 (en %)



Sources : DIRECCTE Pays de la Loire - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Taux de chômage par zone d'emploi au T4 2011 (en %)



Sources : DIRECCTE Pays de la Loire - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Toutes les zones d'emploi vendéennes enregistrent de fortes hausses du nombre de demandeurs d'emploi (données brutes - Cat.A) **sur un an à fin avril 2012** : +17,1% pour **Les Herbiers** (hausse la plus soutenue de la Région), +10,6% pour **Fontenay-le-Comte**, +8,5% pour **Challans**, +8,1% pour **La Roche-sur-Yon** et +6,3% pour **Les Sables d'Olonne**.

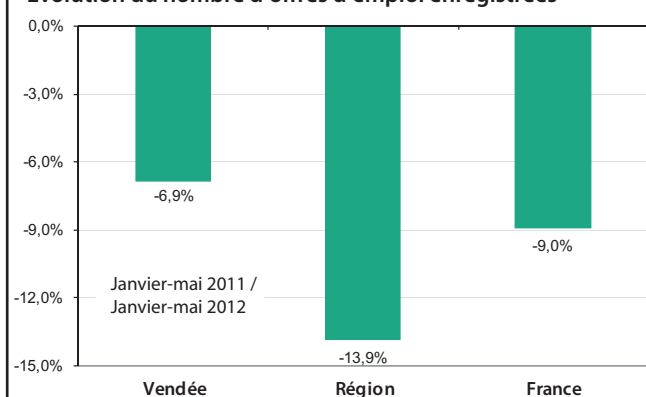
En moyenne, sur le 4^{ème} trimestre 2011, la zone d'emploi des Herbiers est toujours celle qui affiche le taux de chômage le plus bas des Pays de la Loire à **5,2%** de sa population active. Les autres zones d'emploi vendéennes proposent, pour leur part, des taux de chômage plus élevés : 7,3% pour **La Roche-sur-Yon**, 8,7% pour **Fontenay-le-Comte**, 9,0% pour **Challans** et 10,7% pour **Les Sables d'Olonne** (taux le plus élevé de la Région).

Net repli des offres d'emploi enregistrées (OEE) sur les 5 premiers mois de 2012 en Vendée

Pôle emploi a enregistré en Vendée 12 185 offres (données cvs) **sur les 5 premiers mois de 2012** contre 13 086 sur la même période de 2011, **soit un recul de -6,9%**. Près de 70% de ces offres sont des emplois non durables (moins de 6 mois).

Comme en Vendée, les offres d'emploi enregistrées en Région et en France ont nettement reculé sur la période considérée : respectivement de -13,9% et de -9,0%.

Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées



Sources : Sit@del2 et Cellule économique régionale du BTP des Pays de la Loire - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

11 - Conjoncture vendéenne : Logements et locaux non résidentiels

Logements : les autorisations de permis de construire se maintiennent sur le début d'année 2012 en Vendée ... alors que les mises en chantier enregistrent une très forte baisse

Avec 2 089 logements autorisés en Vendée sur les 4 premiers mois de 2012, les permis de construire délivrés s'inscrivent en hausse de +4,4% comparé à la même période de 2011 (2 001 autorisations).

	Vendée		Région		France	
	Janv./avril 2012	Évol. 2011/2012	Janv./avril 2012	Évol. 2011/2012	Janv./avril 2012	Évol. 2011/2012
Logements autorisés*	2 089	+4,4%	9 657	-1,2%	147 734	-2,8%
Logements mis en chantier*	1 507	-29,9%	7 449	-32,5%	113 721	-13,8%

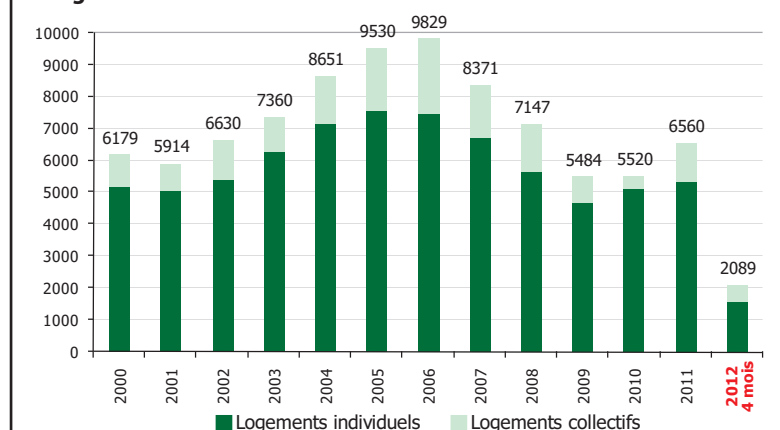
* logements ordinaires

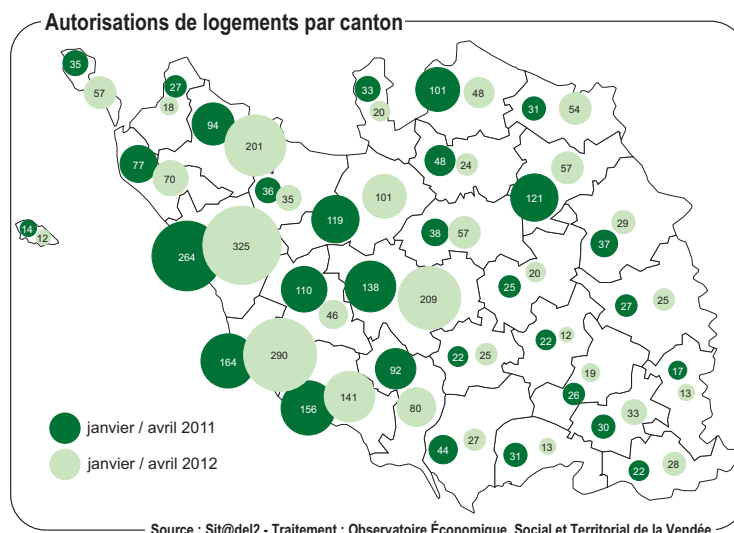
Cette hausse des autorisations de permis de construire est exclusivement due à la forte croissance enregistrée dans le collectif tandis que l'individuel s'essouffle en ce début d'année.

Dans l'individuel (75% de l'ensemble des permis délivrés sur janvier/avril 2012), le nombre des autorisations s'inscrit en forte baisse de -13,3% ; soit 1 562 permis de construire contre 1 802 un an auparavant. Plus précisément, les permis se replient nettement de -15,2% dans l'individuel pur (1 334 contre 1 573) et se maintiennent dans l'individuel groupé (228 contre 229).

Le logement collectif enregistre, pour sa part, un rebond extrêmement fort en ce début d'année 2012 à +164,8% (527 autorisations contre 199 sur la même période de 2011).

Logements* autorisés entre 2000 et 2012





↳ **Concernant les mises en chantier de logements en Vendée**, elles **reculent fortement sur les 4 premiers mois de 2012 de -29,9% : de -25,3% dans l'individuel (1 340 mises en chantier contre 1 794 sur les 4 premiers mois de 2011) et de -53,0% dans le collectif (167 contre 355)**. La baisse du taux "Scellier" en 2012 (13% contre 22% en 2011) ainsi que la conjoncture économique ont certainement incité de nombreux promoteurs à fortement ralentir le lancement de nouveaux programmes.

↳ **En Région, les permis de construire délivrés s'inscrivent en baisse de -1,2%** (-7,8% dans l'individuel et +10,2% dans le collectif) sur les 4 premiers mois de 2012. **Les mises en chantiers** reculent, quant à elles, nettement de -32,5% sur la période observée (-25,3% dans l'individuel et -44,1% dans le collectif).

Enfin, à l'échelle de l'Hexagone, les permis délivrés en 2011 se replient de -2,8% (-11,5% dans l'individuel et +8,7% dans le collectif) tandis que les **mises en chantiers** reculent de -13,8% sur la période considérée (-18,2% dans l'individuel et -8,6% dans le collectif).

Locaux non résidentiels : forte érosion des surfaces autorisées en Vendée sur le début 2012

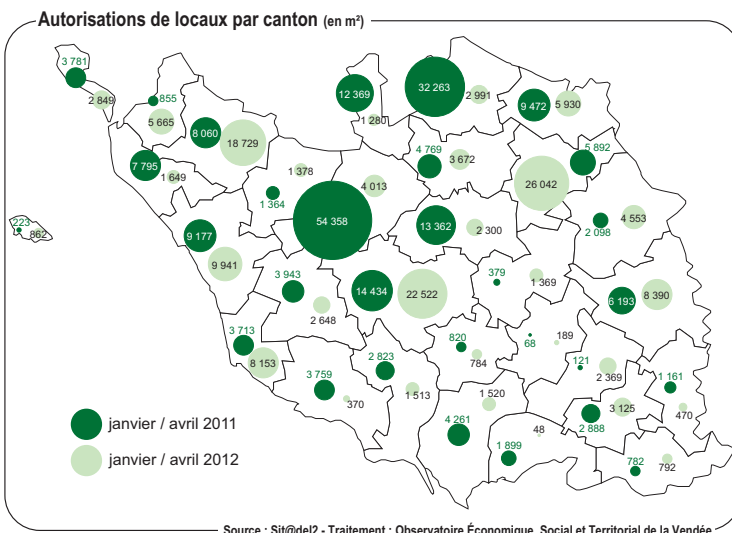
↳ **En Vendée, les surfaces autorisées pour les locaux non résidentiels sur les 4 premiers mois de 2012 se sont élevées à 146 100 m², soit en fort recul de -31,4% comparé à la même période de 2011.**

Dans tous les secteurs, les surfaces autorisées dans notre département se replient nettement sur la période considérée.

- ⇒ **Industrie-stockage** : -33% à 65 600 m²
- ⇒ **Commerce** : -23% à 26 500 m²
- ⇒ **Autres destinations (bureaux, hébergement hôtelier, artisanat)** : -20% à 31 700 m².
- ⇒ **Locaux du secteur public et d'intérêts collectifs** : -46% à 22 300 m²

Les mises en chantier de locaux non résidentiels reculent également fortement sur les 4 premiers mois de 2012 : -39,4% (soit 141 700 m² mis en chantier contre 234 000 sur les 4 premiers mois de 2011).

- ⇒ **Industrie-stockage** : -59% à 49 400 m²
- ⇒ **Commerce** : +80% à 41 700 m²
- ⇒ **Autres destinations (bureaux, hébergement hôtelier, artisanat)** : -72% à 16 000 m².
- ⇒ **Locaux du secteur public et d'intérêts collectifs** : -2% à 34 600 m²



↳ **En Région et en France, les surfaces autorisées pour les bâtiments non résidentiels s'inscrivent, comme en Vendée, à la baisse de respectivement -14,5% et -4,0% sur ces 4 premiers mois de 2012.**

Pour les mises en chantier de locaux professionnels, la dynamique est également très négative : -17,9% en Région et -18,2% en France.

12 - Immatriculations de voitures particulières neuves

Sources : Fichier central des automobiles - Traitement : OESTV

Très net essoufflement des immatriculations de voitures particulières neuves en Vendée sur les 5 premiers mois de 2012

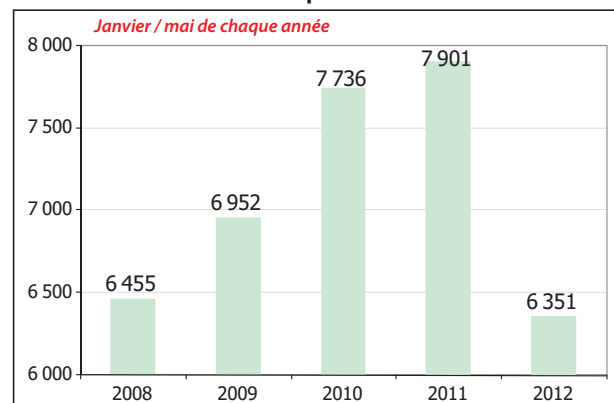
Entre janvier et mai 2012, les immatriculations de voitures de tourisme neuves se sont établies à 6 351 unités en Vendée, soit en recul de -19,6% par rapport à la même période de 2011.

L'arrêt de la prime à la casse combiné à une conjoncture dégradée a fini par affaiblir considérablement les ventes de véhicules neufs.

Le nombre d'immatriculations comptabilisées sur les 5 premiers mois de 2012 retrouve ainsi un niveau comparable à celui de 2008.

En France, le constat est identique. Les immatriculations de voitures de tourisme neuves sont en forte baisse de -17,7%.

Immatriculations de voitures particulières neuves en Vendée



13 - Immatriculations de véhicules utilitaires < et > à 3,5 tonnes

Sources : Fichier central des automobiles - Traitement : OESTV

Fort repli des immatriculations de véhicules utilitaires < 3,5 tonnes ... mais légère hausse pour ceux > 3,5 tonnes sur les 5 premiers mois de 2012

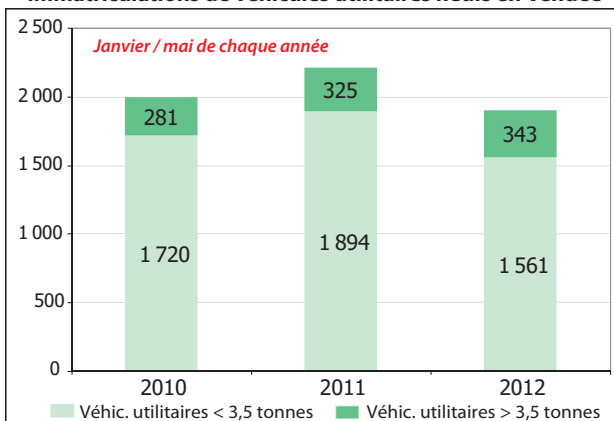
Sur les 5 premiers mois de 2012, les immatriculations de véhicules utilitaires neufs en Vendée ont nettement reculé comparé à la même période de 2011 (1 904 unités contre 2 219 un an auparavant).

Parmi ces 1 904 immatriculations enregistrées dans notre département, les véhicules utilitaires légers (< 3,5 tonnes) se sont fortement repliés de -17,6% à 1 561 unités tandis que ceux supérieurs à 3,5 tonnes progressaient de +5,5% à 343 unités.

En France, les immatriculations de véhicules utilitaires neufs se sont, comme en Vendée, nettement repliées sur les 5 premiers mois de 2012 à -8,6%.

Dans le détail, les immatriculations de véhicules utilitaires légers neufs reculent de -9,1% à 166 815 unités, tandis que celles relatives aux véhicules supérieurs à 3,5 tonnes se replient de -3,5% à 20 831 unités.

Immatriculations de véhicules utilitaires neufs en Vendée



Partenaires financeurs de l'Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée



Observatoire Économique Social et Territorial de la Vendée

16 rue Olivier de Clisson - CS 10049 - 85002 LA ROCHE SUR YON Cedex

Tél : 02.51.24.83.33 Fax : 02.51.62.72.17 e.mail : oestv@wanadoo.fr - Site Internet : www.oestv.fr

NOTES
